



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DES ARMÉES



**GROUPEMENT DE SOUTIEN DU COMISSARIAT
DE LYON-VALENCE-LA VALBONNE
Division Conduite du Soutien
Bureau Ressources – Cellule Marchés
Quartier Général Frère
BP 41
69998 LYON Cedex 07**

Article R.2122-1 du Code de la Commande Publique

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES N° :

relatif à la

Mise à disposition d'aéronefs au profit de l'EARAAE de la Base Aérienne 278.

Définition des deux (2) lots :

- LOT 1 : Mise à disposition d'aéronefs localisés à Valserhône.
- LOT 2 : Mise à disposition d'aéronefs localisés à Bourg-en-Bresse.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET, FORME, MONTANT ET DUREE DU MARCHÉ	5
1.1 Objet du marché	5
1.2 Durée du marché	5
1.3 Forme du marché.....	5
1.4 Montant du marché.....	5
ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
ARTICLE 3 – REFERENCES AUX NORMES	6
ARTICLE 4 – CONFIDENTIALITE.....	6
ARTICLE 5 – MODIFICATION DES PRESTATIONS EN COURS : CLAUSE DE REEXAMEN	6
ARTICLE 6 – PRIX ET REGLEMENT	7
6.1 Forme des prix	7
6.2 Révision des prix	7
6.3 Contenu des prix.....	7
6.4 Avance	7
6.5 Clause de sauvegarde	7
ARTICLE 7 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	8
7.1 Evolution des prestations	8
7.2 Autorisation d'accès	8
7.3 Fermeture du titulaire pour congés	8
7.4 Émission des bons de commande	8
7.5 Délai d'exécution des prestations	8
ARTICLE 8 – ÉTABLISSEMENT DES FACTURES – PAIEMENT	9
8.1 Dématérialisation des factures	9
8.2 Modalité de règlement	9
8.3 Contenu des factures	9

8.4 Transmission des factures.....	9
8.5 Intérêts moratoires.....	10
ARTICLE 9 – CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES.....	10
ARTICLE 10 – PENALITES & REFACTIONS	10
10.1 Pénalités	10
10.2 Réfaction	11
ARTICLE 11 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	11
ARTICLE 12 – RESILIATION DU MARCHE.....	11
ARTICLE 13 – SOUS-TRAITANCE	12
ARTICLE 14 – LITIGES ET DIFFERENDS	12
14.1 Compétence juridictionnelle	12
14.2 Différend avec le pouvoir adjudicateur et/ou un représentant de celui-ci	12
ARTICLE 15 – REDRESSEMENT & LIQUIDATION JUDICIAIRE	12
ARTICLE 16 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	12
ARTICLE 17 – DISPOSITIONS GENERALES	13
17.1 Objet du marché	13
17.2 Obligations de l’administration.....	13
17.3 Obligations du titulaire	13
17.4 Modalités de mise à disposition des aéronefs.....	13
ARTICLE 18 – DEFINITIONS DES PRESTATIONS, RESPONSABILITES ET ASSURANCES ...	14
18.1 Nature des prestations.....	14
18.2 Responsabilités	14
ARTICLE 19 – MISE EN ŒUVRE DU MARCHE	14
19.1 Déploiement	14
19.2 Vérifications du service fait.....	14

INFORMATIONS PRÉLIMINAIRES

Coordonnées du Pouvoir Adjudicateur

**Monsieur le chef
du Groupement de Soutien du Commissariat
de Lyon-Valence-La Valbonne
Quartier Général Frère
BP 41
69998 LYON Cedex 07**

N° SIRET : 130 029 374 00019

Code APE : 8422Z Défense

Formes de notifications et d'informations

Toute notification ou information faisant courir un délai est transmise en application de l'article 3.1 du CCAG/FCS.

Les différents moyens matériels ou dématérialisés pouvant être utilisés dans le cadre de la présente consultation (demandes d'information...) sont :

- les adresses courriels uniquement via l'adresse :

gsbdd-lvv-marches.resp.fct@intradef.gouv.fr ;

- les supports informatiques (CD, clés USB...) remis contre récépissé.

IMPORTANT

Lors de l'envoi d'informations par les moyens de transmission cités ci-dessus, le pouvoir adjudicateur doit être en mesure de pouvoir identifier formellement la provenance de ceux-ci.

Pour ce faire et afin d'éviter tout litige, le transmetteur devra faire figurer obligatoirement : le nom de la société, son adresse et son numéro de téléphone ainsi que son adresse courriel s'il en possède une.

En ce qui concerne ces moyens matériels ou dématérialisés de transmission, ceux-ci devront être vierges de tout virus et ne pas être altérés. Dans le cas contraire, le pouvoir adjudicateur refusera tout document infecté ou altéré et en avertira le candidat. Celui-ci pourra retransmettre un nouveau document non corrompu, **dans le cas où le délai initial mentionné** par le pouvoir adjudicateur **n'est pas expiré.**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ARTICLE 1 – OBJET, FORME, MONTANT ET DUREE DU MARCHÉ

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la mise à disposition d'aéronefs au profit de l'EARAAE (Escadrille Aérienne de Réserve de l'Armée de l'Air et de l'Espace) de la Base Aérienne 278.

Code CPV : 60444000-2 « Services d'exploitation d'aéronefs »

1.2 Durée du marché

Le marché prend effet le jour de sa notification pour une durée d'un (1) an.

Le contrat est renouvelé par reconduction tacite d'un an dans la limite de trois (3) reconductions.

Le titulaire ne peut pas refuser la décision prise par le pouvoir adjudicateur de reconduire ou non le marché. Cette décision est prise au moins deux mois avant la date anniversaire de la notification du marché.

En cas de non-reconduction, le titulaire reste engagé jusqu'à la fin de la période de validité en cours.

1.3 Forme du marché

Il s'agit d'un marché public dit passé selon une procédure adaptée (art. L2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique). Il recouvre dans sa totalité des prestations programmées et susceptibles d'être exécutables dès la notification, leur exécution donnant lieu à des bons de commande.

Il s'agit d'un marché mixte :

- Forfaitaire pour les assurances et cotisations annuelles ;
- A bons de commande pour les missions.

1.4 Montant du marché

Le montant maximum total du marché est de 143 000€ HT.

Cette procédure est allotie en deux (2) lots :

- LOT 1 : Mise à disposition d'aéronefs par l'aérodrome de Bellegarde-Vouvray.
- LOT 2 : Mise à disposition d'aéronefs par l'aérodrome d'Aneg.

ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- 1- Les actes d'engagement et leurs annexes ;
- 2- le Cahier des Clauses Particulières (CCP n° 2025 043 2025 01 00 00) ;
- 3- les bordereau de prix de chaque lot ;
- 4- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (C.C.A.G./F.C.S.).

Seul l'exemplaire original des trois premiers documents conservés dans les archives de l'administration fait foi.

ARTICLE 3 – REFERENCES AUX NORMES

Les prestations afférentes au présent marché se doivent d'être conformes aux normes législatives, réglementaires et infra-réglementaires en vigueur.

Le titulaire doit tenir compte de l'évolution de la législation, dans le domaine matériel et environnemental, et s'y conformer pour les textes, règlements ou autres relatifs à son activité et aux prestations du présent marché.

ARTICLE 4 – CONFIDENTIALITE

L'exécution du marché peut conduire le titulaire et ses agents à avoir connaissance d'informations qui ne peuvent être rendues publiques.

Le titulaire s'engage à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, de tout élément connu dans le cadre du présent marché.

Le titulaire s'engage à informer son personnel sur l'obligation qui lui est faite de tenir confidentiels tous les éléments qu'il serait amené à connaître. À ce titre, il fait signer à ses intervenants une attestation de reconnaissance de responsabilité conformément à la réglementation en vigueur au ministère des Armées.

Le non-respect de ces dispositions engage la responsabilité du titulaire et tout refus de sa part entraîne la résiliation du marché à ses torts et ne donne pas lieu au versement d'indemnités à son égard.

ARTICLE 5 – MODIFICATION DES PRESTATIONS EN COURS : CLAUSE DE REEXAMEN

Le pouvoir adjudicateur peut, en cours d'exécution, apporter des modifications au présent marché, conformément à l'article L.2194-1 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2194-1-1 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut prévoir une clause de réexamen.

Ces modifications sont contractualisées par le biais d'un avenant. Ces modifications ne peuvent avoir pour effet de modifier l'objet du contrat ou de bouleverser substantiellement l'équilibre économique du présent marché.

ARTICLE 6 – PRIX ET REGLEMENT

6.1 Forme des prix

Les prix indiqués sur l'offre s'entendent :

- révisables ;
- forfaitaires ;
- unitaires ;
- hors taxes et toutes taxes comprises ;
- réputés établis aux conditions économiques en vigueur à la date limite de dépôt des offres ;
- établis en euros à deux décimales.

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales et autres taxes frappant obligatoirement les prestations.

6.2 Révision des prix

Les prix initiaux du marché sont décomposés conformément à l'annexe 1 (bordereau de prix) à l'acte d'engagement.

Les prix sont révisables annuellement à la date d'anniversaire de notification du présent marché.

Le titulaire doit soumettre sa demande par email au plus tard un (1) mois avant la date d'anniversaire du présent marché.

6.3 Contenu des prix

Les prix comprennent :

- la mise à disposition des aéronefs ;
- le coût de maintenance aéronautique préventive et de celui de la maintenance curative ainsi que le rapatriement avion en cas d'avarie ;
- les cotisations annuelles de l'aéroclub ;
- les assurances FFA (Fédération Française Aéronautique) de chaque pilote ;
- les taxes et frais afférents à la profession et au secteur économique considéré connus à la date de signature du marché.

6.4 Avance

Il n'est pas accordé d'avance au titre du présent marché.

6.5 Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du marché lorsque la révision demandée aboutit à une augmentation de plus de 3% des prix des missions de l'année précédente.

ARTICLE 7 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

7.1 Evolution des prestations

L'acheteur notifie toute modification au titulaire par le biais d'un avenant.

7.2 Autorisation d'accès

Le titulaire n'est pas autorisé à pénétrer sur le site militaire de la BA 278 pour ce marché.

7.3 Fermeture du titulaire pour congés

Si le titulaire décide de la fermeture de son entreprise pour congés, il doit en informer l'administration au moins 10 jours avant la date de fermeture envisagée par courriel à l'adresse suivante :

gsgdd-lvv-marches.resp.fct@intradef.gouv.fr

7.4 Émission des bons de commande

Par dérogation à l'article 3.7.1 du CCAG/FCS, les bons de commande sont signés par l'organisme bénéficiaire. Ils précisent :

- l'identification des parties : administration et titulaire ;
- la référence du marché ;
- le numéro d'engagement juridique (numéro EJ) ;
- la date ou la période à laquelle a lieu la prestation ;
- la désignation et la référence des prestations à exécuter ;
- la quantité d'heure exécutée ;
- le prix unitaire initial HT (éventuellement révisé) ;
- le taux de la TVA ;
- le montant TTC arrêté en toutes lettres ;
- l'adresse et les coordonnées du ou des destinataire(s) et du ou des lieux d'exécution de la prestation ;
- l'adresse de facturation ;
- les références propres au bon de commande : numéro, date d'émission, signature.

7.5 Délai d'exécution des prestations

Conformément à l'article 13.1 du CCAG/FCS, le délai d'exécution du bon de commande court à compter de sa date de notification.

Le marché est exécuté par l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins de l'administration.

Le délai de livraison indiqué dans l'offre du titulaire court à compter de la date du bon de commande.

Dès que le délai contractuel est dépassé, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable des pénalités pour retard.

Vu l'article R.22165-2, l'exécution des bons de commandes peut se poursuivre au-delà de la durée du marché. Ainsi, un bon de commande émis en fin d'exécution du marché, reste valide après expiration du marché en application duquel il a été émis.

ARTICLE 8 – ÉTABLISSEMENT DES FACTURES – PAIEMENT

8.1 Dématérialisation des factures

L'obligation de transmettre des factures dématérialisées, prévue à l'article L.3133-1 du Code de la commande publique, s'applique à tous les titulaires et sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus avec les personnes publiques soumises à l'obligation de réception des factures dématérialisées.

Elle s'applique aux fournisseurs ayant la personnalité juridique, quelle que soit leur nature juridique : personnes morales de droit privé, personnes morales de droit public, personnes physiques ou professions libérales.

8.2 Modalité de règlement

Le titulaire du marché est réglé par virement administratif sur le compte du titulaire par la Direction Départemental des Finances Publiques (DDFIP) de la Loire, 11 rue Mi-Carême - BP 502 - 42007 SAINT ETIENNE CEDEX.

Le délai global de paiement est de 30 jours maximum, à compter de la réception de la facture dans le logiciel Chorus.

8.3 Contenu des factures

Les factures sont établies en **français** et en **euro** (maximum 2 décimales), et doivent comporter outre les mentions légales les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du créancier ;
- le numéro et la date de la facture ;
- l'identification de la société (nom, adresse, téléphone, mail...) ;
- le numéro SIRET (pour les sociétés françaises) ;
- le numéro de TVA intracommunautaire ;
- les références du marché (objet, date, numéro) ;
- la date de la facturation ;
- le type et détail de la prestation (date, lieu prestation réalisée) ;
- le prix HT ;
- le montant total HT ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total TTC (excepté pour les fournisseurs hors UE) ;
- le numéro d'Engagement Juridique (EJ) ;
- le numéro de service exécutant : **D04666B069**.

L'absence du numéro d'EJ sur la facture entraine systématiquement le renvoi de celle-ci au titulaire et suspend le délai global de paiement mentionné à l'article 8.2.

8.4 Transmission des factures

Le titulaire envoie les factures en version dématérialisée via le portail CHORUS-PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Les factures peuvent être dématérialisées par Echange de Données Informatiques (EDI), déposées sous format pdf directement sur le portail CHORUS-PRO ou encore par saisie directement sur le portail.

Un kit de communication sur la solution de facturation dématérialisée est disponible sur ce portail.

Ce procédé a pour avantages d'offrir :

- des gains de frais d'impression, d'acheminement et de stockage ;
- une réduction du temps de traitement des factures ;
- des gains environnementaux (réduction de l'empreinte carbone) ;
- des gains de traçabilité et de sécurité de la facturation (intégration automatique de la facture au système comptable, suivi du traitement de la facture, et garantie de réception des factures).

S'informer sur CHORUS PORTAIL PRO :

- assistance locale :

pfc-sud-est-dfin-demat.contact.fct@intra-def.gouv.fr

- assistance ministérielle :

daf-dematerialisation-armees.contact.fct@intra-def.gouv.fr

Le titulaire désirant des renseignements concernant ce mode de transmission peut contacter notre équipe dédiée à l'adresse suivante :

- E-mail  pfc-sud-est-dfin-demat.contact.fct@intra-def.gouv.fr ;

Les factures qui parviennent par une autre voie sont systématiquement renvoyées.

8.5 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai prévu par le présent marché fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Lorsque le dépassement du délai n'est pas imputable à la personne publique contractante, ou au comptable de l'État, au sens de l'article n°79 du décret n°2012-1246 du 07 novembre 2018 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, aucun intérêt moratoire n'est exigible.

ARTICLE 9 – CESSIION OU NANTISSEMENT DE CREANCES

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur la cession ou le nantissement de créances est l'ordonnateur indiqué au marché (sur l'acte d'engagement).

ARTICLE 10 – PENALITES & REFACTIONS

10.1 Pénalités

Le pouvoir adjudicateur adresse au titulaire, par voie électronique avec accusé de réception, le projet de pénalité ; le titulaire dispose d'un délai de 5 jours franc à compter de la réception pour présenter ses observations.

En cas de silence du titulaire, passé ce délai, celui-ci est considéré comme ayant accepté la réfaction et/ou les pénalités.

Par dérogation à l'article 14 CCAG/FCS, lorsque le terme contractuel éventuellement modifié par un sursis ou une prolongation de délai est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées suivant la formule :

$$P = \frac{V \times R}{50}$$

P = montant des pénalités,

R = nombre de jours de retard,

V = valeur pénalisée. Cette valeur est égale au prix HT des prestations non exécutées.

Le pouvoir adjudicateur peut appliquer des pénalités dont le montant total est inférieur à 1000€.

Les pénalités sont cumulables.

10.2 Réfaction

Lorsqu'une prestation est effectuée de manière défectueuse, ou lorsqu'une préconisation n'est pas respectée et conformément à l'article 30.3 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur peut admettre les prestations avec réfaction du prix, proportionnelle à l'importance des imperfections constatées s'il estime qu'elles ne sont pas entièrement conformes aux stipulations du marché. Ces refactions sont établies sur preuves apportées par le bénéficiaire, avec prise de photographie à l'appui, à la hauteur maximale de 50% du montant de la prestation.

Les pénalités et refactions sont cumulables entre elles.

ARTICLE 11 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu au respect des obligations contractuelles du présent marché. S'il se trouve dans l'impossibilité d'exécuter ses obligations il doit en informer immédiatement le pouvoir adjudicateur, par courriel, avec confirmation écrite par courrier recommandé avec accusé de réception.

Dans cette hypothèse, ou en cas de non réactivité du titulaire, il peut être fait application de l'article 45.1 du CCAG/FCS qui prévoit l'exécution du service par un autre moyen aux frais et risques du titulaire au-delà de 15 jours de retard.

ARTICLE 12 – RESILIATION DU MARCHE

Les règles relatives à la résiliation sont celles prévues par le chapitre 7 du CCAG/FCS et notamment :

En cas de non-respect des obligations prévues, notamment inexactitude des documents et renseignements mentionnés, refus de production des pièces prévues, le marché peut être résilié aux torts du titulaire.

En cas de défaillance dans l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur met en demeure le titulaire d'honorer ses engagements dans un délai imparti. Passé ce délai, le marché peut être résilié aux torts du titulaire dans les conditions fixées à l'article 41 du CCAG/FCS.

Le pouvoir adjudicateur peut notamment mettre fin à tout moment à l'exécution du marché pour un motif d'intérêt général (article 42 CCAG/FCS) ou pour non-respect des obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement.

Cette sanction n'exclut pas l'application des sanctions prévues à l'article 11 du présent CCP.

ARTICLE 13 – SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance totale est interdite, cependant le titulaire est autorisé à recourir à la sous-traitance pour l'exécution de certaines parties du marché, à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Les modalités relatives à la sous-traitance (présentation, acceptation, paiement direct) sont définies aux articles R.2193-1 à 4 du Code de la commande publique.

ARTICLE 14 – LITIGES ET DIFFERENDS

14.1 Compétence juridictionnelle

Les litiges éventuels sont régis exclusivement par les lois et règlements français. Le tribunal administratif de Lyon a seule compétence pour régler les recours ou litiges pouvant opposer le pouvoir adjudicateur à des titulaires français ou étrangers.

Tout différend survenant à l'occasion de l'exécution du marché, est soumis par le titulaire au Groupement de Soutien du Commissariat (GSC) de Lyon, sous pli recommandé avec accusé réception.

14.2 Différend avec le pouvoir adjudicateur et/ou un représentant de celui-ci

Les dispositions de l'article 46 du CCAG/FCS sont applicables.

ARTICLE 15 – REDRESSEMENT & LIQUIDATION JUDICIAIRE

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le titulaire est tenu par l'intermédiaire de son représentant, de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur désigné d'adresser au pouvoir adjudicateur, dans les 15 jours qui suivent la décision de justice, une copie de tous les actes judiciaires relatifs au redressement ou à la liquidation ainsi qu'une copie de tous les actes afférents aux autorisations de poursuite d'activité du titulaire.

ARTICLE 16 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

L'article 7.4 du CCP déroge à l'article 3.7.1 du CCAG/FCS.

L'article 10.1 du CCP déroge à l'article 14 du CCAG/FCS.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

ARTICLE 17 – DISPOSITIONS GENERALES

17.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la mise à disposition d'aéronefs au profit de l'EARAAE (Escadrille Aérienne de Réserve de l'Armée de l'Air et de l'Espace) de la Base Aérienne 278.

Code CPV : 60444000-2 « Services d'exploitation d'aéronefs »

17.2 Obligations de l'administration

L'administration assure au titulaire l'accès du site afin de lui permettre l'exécution des prestations dans les meilleures conditions.

L'administration se charge de prévenir le titulaire en cas d'annulation d'exercice ou de mission.

17.3 Obligations du titulaire

Le titulaire assure aux personnels du ministère des Armées l'accès du site afin de lui permettre la réalisation de leur mission dans les meilleures conditions.

17.4 Modalités de mise à disposition des aéronefs

Les appareils ainsi que l'état d'entretien de chacun d'entre eux sont obligatoirement fournis par le titulaire lors de la prise en compte de l'aéronef et sont obligatoirement vérifiés par le pilote de l'EARAAE concerné le jour de la prise en compte de l'appareil.

Les appareils sont pris en charge à l'adresse fournie par le titulaire et sont restitués à cette même adresse.

Lors de la prise en compte, un niveau de carburant est constaté, le pilote de l'EARAAE doit restituer l'aéronef avec ce même niveau de carburant.

Un Procès Verbal (PV) est rédigé à la prise en compte et à la restitution du matériel, ce PV doit préciser les éléments suivants :

- Le type de l'appareil et la puissance du moteur ;
- Le numéro d'immatriculation ;
- Le port d'attache ;
- La date et heure de prise en compte ;
- Le niveau de carburant constaté ;
- L'état de l'appareil et de ses instruments de bord, constaté suivant les rubriques de la fiche inventaire en service de l'Armée de l'Air et de l'Espace ;
- L'état technique de l'aéronef (dernières opérations de réparation, remplacement de pièces effectuées, faiblesses de l'appareil...) ;
- Le numéro de certificat de navigabilité en cours de validité ainsi que sa période de validité.

Toute absence d'une de ces informations interdit le décollage de l'avion et donc l'exécution de la mission.

ARTICLE 18 – DEFINITIONS DES PRESTATIONS, RESPONSABILITES ET ASSURANCES

18.1 Nature des prestations

Conformément aux directives d'emploi de l'EARRAE, l'avion qui a été mis à disposition de l'Armée de l'Air et de l'Espace par le titulaire est considéré comme « militarisé » dès sa prise en compte par les pilotes de l'EARRAE.

Il est placé sous la responsabilité du ministère des Armées dans les conditions définies à l'article 18.1.2 pendant toute la durée de la mission.

18.2 Responsabilités

Pendant toute la séance d'entraînement et/ou d'instruction, la séance a lieu sous le contrôle et l'autorité du titulaire dans le respect des règles de sécurité réglementaire admises en matière d'aviation civile au moment du vol.

Les déclarations d'accident/d'incident doivent être transmises aux services locaux du contentieux.

Le ministère des Armées conserve l'entière responsabilité des dommages qui sont causés à des tiers à la surface et/ou dans les airs du fait des aéronefs dont les préposés ont la garde sauf si le dommage résulte d'un défaut d'entretien de ces aéronefs et, dans ce cas, un dossier est transmis au service local du contentieux compétent géographiquement.

Le chef du GAA (Groupement d'Appui Aérien) de la BA 278 ayant pris en charge l'aéronef informe le titulaire et rend compte de l'accident ou de l'incident aérien aux autorités ministérielles compétentes.

ARTICLE 19 – MISE EN ŒUVRE DU MARCHÉ

19.1 Déploiement

Dans les dix (10) jours suivants la notification, le titulaire prend rendez-vous avec les représentants de l'administration mentionnés dans l'article 18.2 pour élaborer la bonne conduite du marché.

19.2 Vérifications du service fait

Les opérations de vérifications sont de la responsabilité du commandant de l'EARRAE de la BA 278.

Le pilote de l'EARRAE renseigne une fiche de compte rendu d'heures de vol à l'issue de chaque mission de vol, qu'il signe et transmet au chef du GAA pour les opérations de constatation du service fait.

L'aéroclub, en parallèle, adresse la facture de la mission.

Ces deux documents sont signés par le chef du GAA et sont transmis au Bureau Interface des Soutiens Maîtrise de l'Activité (BISMA) afin d'être intégrés dans chorus-formulaire.